

ARRETE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

Le Maire,

VU la demande en date du 5 janvier 2026 par laquelle M BAILLY n° SIRET 48461699000012 et Mme DI GUISTO Laurine n° SIRET 52952727700014, demandent l'autorisation d'installer un stand de tir à l'occasion de la Fête Nationale au droit de la propriété sise Place de l'Industrie, commune de AMPLEPUS

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R 418-1 et suivants ;

VU le Code du Commerce.

VU la délibération du conseil 23 du 7 octobre 2025 approuvant la modification des tarif communaux ,adoption d'une nouvelle grille tarifaire ;

Considérant la demande de M BAILLY et de MME DI GUISTO sollicitant l'autorisation d'occuper le Domaine public communal, du mardi 7 juillet au mercredi 15 juillet 2026 en vue d'exercer leur activité foraine (Stand de Tir) ;

Considérant qu'il appartient à l'Autorité Municipale d'accorder, à titre exceptionnel, une autorisation d'occupation du Domaine public à des fins commerciales,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à installer son véhicule (ou son stand) d'une superficie de **8ml**, sur le domaine public, Place de l'Industrie sur le territoire de la commune d'Amplepuis, **du mardi 7 juillet au mercredi 15 juillet 2026** en vue d'exercer son activité foraine à l'occasion de la Fête Nationale, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

Vente : L'implantation du stand provisoire se fera hors de la circulation des véhicules et ne devra pas apporter de gêne à l'activité d'autres personnes ni à l'accessibilité. Ainsi, le permissionnaire devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes, landaus, fauteuils roulants et autres sur le Domaine public réservé à ces fins.

Publicité : Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur : articles R 418-1 et suivants du code de la route.

Aucune publicité ni pré-enseigne ne pourra être implantée sur le domaine public, à l'exception de l'enseigne signalant l'activité qui sera positionnée sur le stand provisoire. Les enseignes ou éclairages seront disposés de manière à éviter toute confusion avec la signalisation et ne pas être éblouissants.

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

Article 3 - Redevance

Le permissionnaire s'acquittera de la redevance prévue par délibération du Conseil Municipal, dont le montant est fixé à 11 euros par jour de fonctionnement, **pour la seule journée du 13 juillet.**

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

Le permissionnaire veillera à conserver le Domaine public en parfait état de propreté pendant et à l'issue de la période d'occupation.

Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté remis en état des lieux

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général. Elle est personnelle et incessible et ne confère aucun droit réel à son titulaire :

Article 6 - Publication et affichage

Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Monsieur le policier municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie et notifié sous la forme administrative à M BAILLY *et* Mme DI GUISTO sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de AMPLEPUIS.

Article 7 – Recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69443 LYON Cedex 3) dans un délai de deux mois à compter soit de la date de notification en ce qui concerne les intéressés, soit de la date de publication en ce qui concerne toute personne estimant soit un intérêt à agir en justice

Fait à AMPLEPUIS le 12 mai 2026

Le Maire,

Didier FOURNEL

